Fadila Mehal (Modem) dénonce la «surenchère législative sur l'immigration»

09/10/2010 à 20h21

Fadila Mehal, née en Algérie, présidente-fondatrice des «Marianne de la Diversité», est membre du «Shadow cabinet», un gouvernement parallèle mis en place par le Modem, au sein duquel elle est en charge des questions d'intégration, d'égalité des chances et de lutte contre les discriminations. Elle dénonce sur Afrik.com les dernières mesures gouvernementales relatives à l'immigration. Extraits.

" Je le dis très tranquillement en choisissant l'excès et la surenchère, le gouvernement s'est fermé à la pédagogie et s'est privé d'alliés potentiels"

Q. ***Tous les membres de ce shadow cabinet sont des élus, sauf vous. Qu'est-ce qui y justifie votre présence ?***

Vous avez raison. La plupart des membres de ce cabinet sont des élus aguerris : parlementaires, maires, conseillers généraux ou régionaux, **mais il est important que la société civile soit aussi représentée**. C'est à travers elle que se prend aussi le pouls des Français. C'est par elle que respire notre démocratie. François Bayrou m'a fait confiance en me confiant des responsabilités importantes car il sait que je connais mieux que personne les thèmes dont j'ai la charge. (…)

Q. Le projet de loi Besson est examiné depuis le 28 septembre à l'Assemblée nationale. Pourquoi le dénoncez-vous ?

Fadila Mehal : (…) A travers ce projet, et dans la lignée du discours de Grenoble, ce qui me choque c'est que, pour la première fois de l'histoire de France, **le gouvernement a de**

manière inacceptable corrélé l’immigration et la délinquance. C’est assez choquant pour ces millions d’immigrés qui vivent dans notre pays de façon paisible et régulière. (…)

En se radicalisant dans le «tout répressif» le gouvernement prend le risque, certes de séduire un électorat d’extrême droite mais aussi de s’aliéner un socle électoral de républicains convaincus attachés à la mesure et à l’équilibre. En définitive, cette course en avant du «tout sécuritaire» ne sera pas payante.

Afrik.com